A n h a n g

A n n e x e s

1 - 10

zum Stadtratsprotokoll Nr.1

vom 13. Januar 2021

au procès-verbal n° 1

du 13 janvier 2021

Stadt Biel
Ville de Bienne

Anhang 1

Réponse

à l'interpellation urgente 20200250, Roth Myriam, Groupe Les Verts, «Solidarité femmes, un montant solidaire suspendu dans l'air»

Par la présente intervention, le Conseil municipal est prié de répondre aux questions suivantes en lien avec Solidarité femmes:

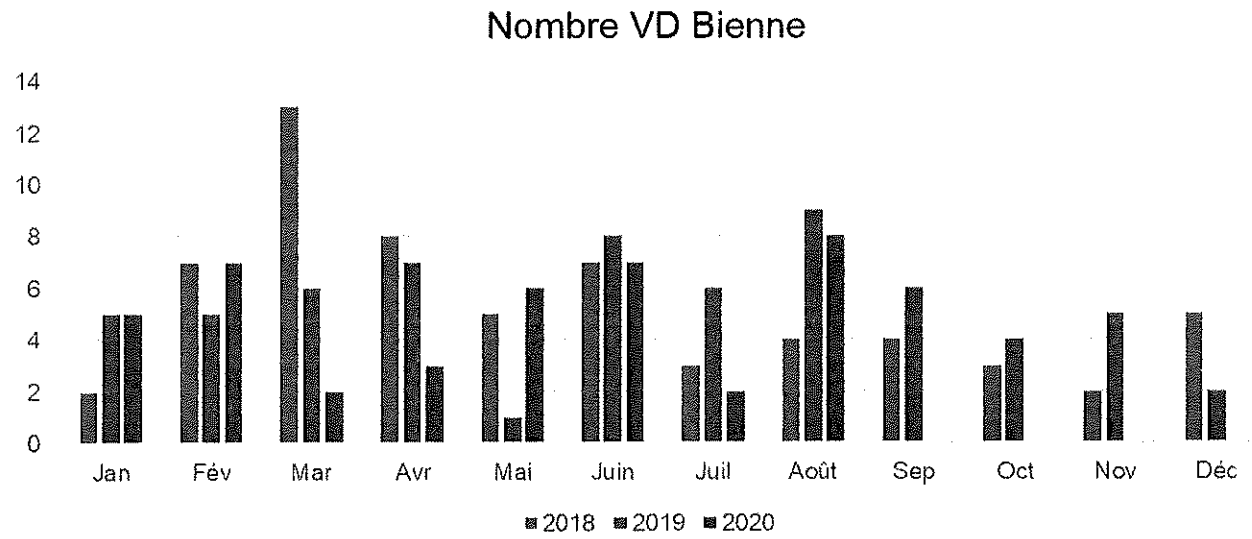
0. Remarques liminaires

Peu après la proclamation de la «situation extraordinaire» par le Conseil fédéral (confinement), le Conseil municipal s'est penché sur le risque d'augmentation des cas de violence domestique dus aux restrictions de la vie en société. Pour lutter contre cette tendance, il a lancé une campagne dans divers médias dès le mois d'avril 2020, afin de sensibiliser la population sur ce sujet et d'attirer l'attention sur les offres d'aide. Étant donné qu'à l'époque, il fallait s'attendre à un manque de places dans la maison d'accueil pour femmes et enfants au vu des mesures en vigueur, et après consultation de Solidarité femmes, le Conseil municipal a approuvé un crédit d'engagement lors de sa séance du 8 avril 2020, afin de pouvoir mettre à disposition à court terme, si nécessaire, des possibilités d'hébergement supplémentaires pour les femmes concernées et leurs enfants.

Le Conseil municipal est en mesure de répondre comme suit aux questions de l'intervenante:

1. Quelle est l'évolution du nombre de cas affectés depuis mars 2020 ? Combien de fois la police cantonale a-t-elle dû intervenir et combien de personnes ont dû être conseillées et admises par Solidarité femmes ? Quelle est la différence entre les chiffres actuels et ceux des années précédentes ?

Le graphique ci-après montre l'évolution des cas de violence domestique annoncés auprès de la Police cantonale à Bienne:



En comparaison avec les chiffres des années précédentes, et contrairement aux craintes émises, on ne constate par bonheur aucun écart sensible en termes de nombre de cas annoncés.

Solidarité femmes a annoncé 248 attributions au premier semestre 2020, dont 55 personnes logées dans la maison d'accueil et 22 personnes dans un hébergement externe. Solidarité femmes confirme également qu'il n'y a eu «aucune augmentation significative des demandes d'aide sur les neuf premiers mois de l'année».

Les chiffres ne sont toutefois pas absolument comparables, car chaque femme qui dénonce un cas de violence domestique auprès des forces de police ne sollicite pas pour autant les services de Solidarité femmes et vice versa.

2. Ni la direction, ni le comité de Solidarité femmes n'avaient été mis au courant de ce crédit d'engagement. Les personnes concernées ont été mises au courant à travers un article paru dans la presse régionale. Comment cela est-il possible ?

Durant le confinement, la Ville de Bienne a pris des mesures visant à mettre en œuvre les prescriptions en matière d'hygiène émises par l'OFSP pour les structures d'accueil de sans-abri. C'est ainsi qu'on a créé une deuxième structure d'accueil d'urgence dans le chalet d'une association de scouts et une structure d'isolation pour les sans-abri infectés à Orpond. Dans ce contexte, il y a eu de nombreux échanges téléphoniques entre la Direction de l'action sociale et de la sécurité et la responsable de Solidarité femmes. Une personne hébergée dans la maison d'accueil présentant des symptômes de la maladie a ainsi été relogée dans la structure d'isolation à Orpond. Lors d'un tel entretien téléphonique, la maison d'accueil a été informée de l'octroi du crédit d'engagement, mais l'on ne peut plus déterminer à ce jour à quelle date cette information a été fournie. De l'avis du Conseil municipal, il est donc erroné d'affirmer qu'aucun échange n'a eu lieu.

3. L'article concernant ce crédit d'engagement répondant à un certain nombre de questionnements en lien avec les violences domestiques. Aucun expert/aucune experte ou employé/employée de Solidarité femmes n'ont été contactés, afin de donner des informations venant du milieu concerné, pour quelles raisons ?

Comme déjà indiqué, nombre d'entretiens téléphoniques ont eu lieu durant le confinement entre la Direction de l'action sociale et de la sécurité et Solidarité femmes. Au vu des craintes exprimées tant par Solidarité femmes que par d'autres institutions similaires de la région quant à la surcharge éventuelle à court ou à moyen terme des structures existantes, le Conseil municipal a libéré ledit crédit d'engagement. Les directions municipales décident spontanément, lors des questions des médias reçues la plupart du temps à très court terme, quelles bases doivent être prises en compte pour y apporter une réponse. Pour des raisons d'efficacité et souvent sous la forte pression du temps, ces processus ne sont généralement pas documentés en détail, de sorte que l'on renonce ici à d'autres explications à ce sujet.

4. Sur quelles bases et avec quels critères le montant susmentionné de 30'000 fr. a-t-il été déterminé ?

Ce montant correspond à une estimation sommaire des besoins avancée par la direction municipale compétente.

5. Ce montant n'ayant jusqu'alors jamais été versé, quels auraient été les conditions pour que Solidarité Femmes puisse en bénéficier ?

Selon le libellé de l'arrêté correspondant du Conseil municipal, ce montant aurait pu être engagé s'il avait fallu mettre à disposition à court terme des possibilités d'hébergement supplémentaires pour les femmes concernées et leurs enfants. Étant donné que la protection des sans-abri constitue une tâche croisée du Canton et des communes sous la direction du Canton, les moyens disponibles ne doivent être utilisés qu'à titre subsidiaire. Il est exclu que les moyens soient utilisés différemment, par exemple pour des projets ou la compensation de dépenses déjà engagées par Solidarité femmes.

Bienne, le 21 octobre 2020

Au nom du Conseil municipal

Le maire: La chancelière municipale:

Erich Fehr Barbara Labbé

Annexe: interpellation urgente 20200250

GRÜNE LES VERTS BIEL/BIENNE

Vorstoss Nr. / Interv. no: 20200250
Termin GR / Délai CM: _____
Direktion /Direction: _____
Mitbericht / Corapport: _____

Interpellation urgente: Solidarité femmes, un montant solidaire suspendu dans l'air.

Être confiné·e avec son agresseur·euse: un enfer pour les victimes de violences domestiques. En période de Covid-19, les craintes liées à une augmentation des violences domestiques furent au premier plan.

Récemment, les chiffres de la ville de Berne ont été publiés. Ces chiffres montrent clairement que la violence domestique a fortement augmenté - presque doublé - au cours de cette période. À Bienne aussi, la crainte était présente. Solidarité femmes craignait également une recrudescence et un éventuel manque de moyens pour y faire face.

Dans le communiqué de presse du conseil municipal en date du 8 avril 2020, nous pouvons lire « (...) le Conseil municipal a en conséquence approuvé un crédit d'engagement de 30'000 fr. qui peut être utilisé au besoin pour renforcer les structures de l'association Solidarité femmes et ainsi éviter qu'il n'y ait pas assez de place pour héberger les femmes et enfants concernés. »

À la suite d'un échange avec l'organisme concerné, le conseil municipal est prié de répondre aux questions suivantes :

- Quelle est l'évolution du nombre de cas affectés depuis mars 2020? Combien de fois la police cantonale a-t-elle dû intervenir et combien de personnes ont dû être conseillées et admises par Solidarité femmes? Quelle est la différence entre les chiffres actuels et ceux des années précédentes?
- Ni la direction, ni le comité de Solidarité femmes n'avait été mis au courant de ce crédit d'engagement. Les personnes concernées ont été mises au courant à travers un article paru dans la presse régionale. Comment cela est-il possible?
- L'article concernant ce crédit d'engagement répondant à un certain nombre de questionnements en lien avec les violences domestiques. Aucun·e expert·e ou employé·e de Solidarité femmes n'a été contacté·e afin de donner des informations venant du milieu concerné, pour quelles raisons?
- Sur quelles bases et avec quels critères le montant susmentionné de 30'000 fr. a t-il été déterminé?
- Ce montant n'ayant jusqu'alors jamais été versé, quels auraient été les conditions pour que Solidarité Femmes puisse en bénéficier?

Bienne, le 19 août 2020

Myriam Roth, Fraction Les Verts / Grüne

Mitunterzeichnende/Cosignataires:

Anhang 2

Stadt Biel
Ville de Bienne

Beantwortung

der überparteilichen Interpellation 20200025, Christoph Grupp, Grüne, Ruth Tennenbaum, Fraktion Einfach libres!, Anna Tanner, SP/Juso, Sandra Gurtner-Oesch, GLP, Franziska Molina, EVP, Pascal Bord, PRR, «Praxis zur Einreichung von Härtefallgesuchen durch die Stadt Biel»

Mit dem vorliegend behandelten Vorstoss wird der Gemeinderat gebeten, die nachstehend aufgeführten Fragen zu beantworten, die in Zusammenhang mit der Praxis zur Einreichung von Härtefallgesuchen durch die Stadt Biel stehen:

0. Einleitende Bemerkungen

Artikel 14 Absatz 2 des Asylgesetzes des Bundes (AsylG) und Artikel 84 Absatz 5 des Ausländer- und Integrationsgesetzes des Bundes (AIG) sehen vor, dass die im jeweiligen Kanton zuständige Behörde mit Zustimmung des Staatssekretariats für Migration (SEM) und bei Vorliegen weiterer, zur Beantwortung der gestellten Fragen nicht relevanter Voraussetzungen einer ausländischen Person eine sogenannte Härtefallbewilligung (Jahresaufenthaltsbewilligung B) erteilen kann, wenn wegen der fortgeschrittenen Integration der betroffenen Person ein schwerwiegender persönlicher Härtefall vorliegt.

Gestützt auf Artikel 2 der kantonalen Einführungsverordnung zum Ausländer- und zum Asylgesetz entscheidet die Migrationsbehörde der Stadt Biel selbständig über die ausländerrechtliche Regelung ausländischer Personen mit Wohnsitz in der Stadt Biel. Weisungsberechtigte Aufsichtsbehörde ist gemäss Artikel 5 der kantonalen Einführungsverordnung der Migrationsdienst des Amts für Bevölkerungsdienste der Sicherheitsdirektion des Kantons Bern.

Der Gemeinderat beantwortet die gestellten Fragen wie folgt:

1. Wer entscheidet, ob durch die Bieler Behörden ein Härtefallgesuch eingereicht wird?

Im Verfahren nach AIG müssen die Betroffenen ein formelles und begründetes Gesuch um Erteilung einer Aufenthaltsbewilligung aufgrund eines persönlichen Härtefalles an die zuständige städtische Instanz richten. Diese prüft, ob die sachverhaltlichen und rechtlichen Voraussetzungen für die Erteilung einer Härtefall-Aufenthaltsbewilligung gegeben sind und leitet gegebenenfalls das Gesuch mit dem Ergebnis ihrer Abklärungen und einem Antrag auf Zustimmung ans SEM weiter.
Ergibt die Prüfung, dass die geforderten Voraussetzungen nicht erfüllt sind, hört sie die Betroffenen an und teilt diesen – zunächst formlos – mit, dass keine (Härtefall-) Aufenthaltsbewilligung erteilt wird. Sie informiert die Betroffenen, dass sie gegebenenfalls eine begründete und anfechtbare Ablehnungsverfügung verlangen können. Gegen diese Verfügung steht der Rechtsweg offen.

Im Verfahren nach AsylG richten die Betroffenen ein (formloses) Ersuchen an die zuständige städtische Instanz, das darauf abzielt, dass die städtische Instanz – nach Prüfung der gesetzlich geforderten Voraussetzungen für das Vorliegen eines Härtefalles nach AsylG - ein

entsprechendes Gesuch ans SEM richtet. Mit andern Worten ist in diesen Fällen die städtische Bewilligungsinstanz Gesuchstellerin ans SEM. Die betroffenen ausländischen Personen haben nur im Verfahren vor dem SEM Parteirechte, das heisst nur, wenn die städtische Instanz tatsächlich ein Gesuch an dieses richtet und ein Verfahren eröffnet wird. Kommt die städtische Instanz aufgrund ihrer Erstabklärungen zum Schluss, dass kein Härtefall vorliegt, stellt sie kein Gesuch ans SEM und teilt dies den betroffenen Personen formlos mit. Gegen diese Mitteilung steht wie gesagt kein Rechtsweg offen.

Stadtintern wird das Gesuch in beiden Fällen durch eine Sachbearbeiterin/einen Sachbearbeiter der Einwohner- und Spezialdienste (ESD) geprüft: insbesondere, ob die Bedingungen zur Erteilung einer Aufenthaltsbewilligung erfüllt sind.

- Ist dies der Fall wird das Gesuch unter Einreichung einer Stellungnahme und/oder einer schriftlichen Begründung dem Staatssekretariat für Migration zur Zustimmung übermittelt.

- Sind die Fälle nicht klar oder kommt die zuständige Sachbearbeiterin oder der zuständige Bearbeiter zum Schluss, dass die Voraussetzungen nicht gegeben sind, wird der Fall im Rahmen einer ESD-internen Fallbesprechung unter Beizug einer ESD-Juristin oder eines ESD-Juristen besprochen und ein Entscheid gefällt.

2. Wie viele Härtefallgesuche für welche Personengruppen (F, N, B, Nothilfebeziehende) wurden durch die Stadt Biel in den Jahren 2015 bis und mit 2019 an das SEM eingereicht? Wie vielen Gesuchen wurde stattgegeben?

Bewilligt	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**
Ausweis F	15	19	23	35	38
Ausweis N	1				
Sans-papiers			1	1	1
	16	19	24	36	39

In einem der oben erwähnten Fälle hatte das SEM seine Zustimmung verweigert. Hier hat das Bundesverwaltungsgericht in der Folge in letzter Instanz entschieden, dass die Zustimmung zu Unrecht unterblieben ist und die Bieler Fremdenpolizeibehörde zu Recht von der Annahme eines Härtefalles ausgegangen war.

3. Besteht für die Beurteilung zur Einreichung eines Härtefallgesuchs durch die Bieler Behörden ein Ermessensspielraum, falls ja, wie wird dieser genutzt?

Das Bundesgericht hat die Anwendung der infrage kommenden Gesetzesartikel in verschiedenen Urteilen näher definiert und geschärft. Dennoch bleibt in jedem Fall ein gewisser Ermessensspielraum bestehen. Das behördliche Ermessen ist von Fall zu Fall auszuüben. Die zuständige Behörde hat ihr Ermessen pflichtgemäss auszuüben. Sie prüft jeden Einzelfall in seiner Gesamtheit und unter Berücksichtigung aller Umstände. Im Rahmen des Verfahrens wird eine Interessenabwägung vorgenommen, anlässlich welcher die persönlichen Verhältnisse sowie der Grad der Integration der betroffenen Person zu berücksichtigen sind. Wie in allen Verwaltungsverfahren ist auch hier der Grundsatz der Verhältnismässigkeit zu berücksichtigen.

4. **Gibt es neben den juristischen und Verfahrens basierten Vorgaben von Bund und Kanton weitere Weisungen oder Richtlinien auf kommunaler Ebene in Biel?**

Die in Biel zur Anwendung kommende Praxis stützt sich auf jene des Migrationsdienstes des Kantons Bern unter Einbezug der bundesgerichtlichen Rechtsprechung ab. Der Kanton hat ein Betriebshandbuch für den verwaltungsinternen Gebrauch erstellt, welches Weisungen enthält, die auch von der Migrationsbehörde der Stadt Biel zwingend befolgt werden müssen.

5. **Wie oft wurde in den Jahren 2015 bis und mit 2019 ein Antrag abgelehnt, ein Härtefallgesuch beim Bund einzureichen?**

Abgelehnt	2015	2016	2017	2018	2019
F	0	5	10	12	21
N			1		
Sans-papiers			1		
	0	5	12	12	21

6. **Falls wie unter 5 beschrieben Anträge abgelehnt wurden, erhielten die Betroffenen eine Rechtsmittelbelehrung? Wenn ja, wie viele Rekurse, Beschwerden wurden dazu eingereicht und wie hat der Kanton darüber befunden?**

Zur Beantwortung der ersten Teilfrage verweist der Gemeinderat auf die Beantwortung der Frage 1. In jedem Fall, bei welchem eine Abweisung verfügt wird, erfolgt auch eine Rechtsmittelbelehrung. Dort wo eine Abweisung formlos erfolgt und keine Verfügung erstellt wird, erfolgt auch keine Rechtsmittelbelehrung.

Zur zweiten Teilfrage kann der Gemeinderat ausführen, dass seit 2016 die Verfügungen der Bieler Migrationsbehörde in acht Verfahren mit Beschwerde bei der zuständigen kantonalen Direktion angefochten worden sind. Davon ist ein Verfahren aufgrund der Ausreise des Betroffenen abgeschrieben worden. In sechs Fällen stützte die kantonale Beschwerdeinstanz den Entscheid der Bieler Behörden. In einem Fall, bei welchem es um eine Familie ging, stützte die kantonale Beschwerdeinstanz den Entscheid der Bieler Behörde (Abweisung der Beschwerde in Bezug auf die gesamte Familie), hiess die Beschwerde jedoch aus verfahrensbeschleunigenden Gründen in Bezug auf die gut integrierten Kinder teilweise gut (damit kein neues Gesuch einzig für die Kinder eingereicht werden musste). In keinem Fall ist eine Beschwerde gegen einen Härtefall-Entscheid der Bieler Migrationsbehörde vollumfänglich gutgeheissen worden.

Biel, 10. Juni 2020

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident: Die Stadtschreiberin:

Erich Fehr Barbara Labbé

Beilage:
· Überparteiliche Interpellation 20200025

(wird von STK ausgefüllt)
Vorstoss Nr. / Interv. no: 20200025
Termin GR / Délai CM: _____
Direktion /Direction: _____
Mitbericht / Corapport: _____

Überparteiliche Interpellation

Praxis zur Einreichung von Härtefallgesuchen durch die Stadt Biel

Der Gemeinderat wird gebeten, zu folgenden Fragen Auskunft zu erteilen:

1. Wer entscheidet, ob durch die Bieler Behörden ein Härtefallgesuch eingereicht wird?
2. Wie viele Härtefallgesuche für welche Personengruppen (F, N, B, Nothilfebeziehende)wurden durch die Stadt Biel in den Jahren 2015 bis und mit 2019 an das SEM eingereicht? Wie vielen Gesuchen wurde stattgegeben?
3. Besteht für die Beurteilung zur Einreichung eines Härtefallgesuchs durch die Bieler Behörden ein Ermessensspielraum, falls ja, wie wird dieser genutzt?
4. Gibt es neben den juristischen und Verfahrens basierten Vorgaben von Bund und Kanton weitere Weisungen oder Richtlinien auf kommunaler Ebene in Biel?
5. Wie oft wurde in den Jahren 2015 bis und mit 2019 ein Antrag abgelehnt, ein Härtefallgesuch beim Bund einzureichen?
6. Falls wie unter 5 beschrieben Anträge abgelehnt wurden, erhielten die Betroffenen eine Rechtsmittelbelehrung? Wenn ja, wie viele Rekurse, Beschwerden wurden dazu eingereicht und wie hat der Kanton darüber befunden?

Begründung
Den Städten Biel, Bern und Thun kommt beim Einreichen von Härtefallgesuchen an die Bundesbehörden (SEM) ein besonderes Recht zu, indem diese Gemeinden solche Gesuche fremdenpolizeilich autonom einreichen dürfen, im Gegensatz zu den anderen Gemeinden im Kanton Bern.
Die Art und Weise, insbesondere auch die Anzahl der eingereichten resp. die Anzahl der abgelehnten Gesuche geben auf politischer und gesellschaftlicher Ebene immer wieder zu Diskussionen Anlass. Aus der aktuellen Debatte in Biel abgeleitet interessiert in diesem Zusammenhang die Praxis der Bieler Fremdenpolizeibehörde.
Wie aus dem Folgetext aus einer Fachinfo der kirchlichen Kontaktstelle für Flüchtlingsfragen hervorgeht, sind Härtfallbewilligungen für die direkt Betroffenen sehr wichtig. Für das umgebende Gemeinwesen kann eine solche Bewilligung auch zu einer erheblichen Entlastung führen, weil Personen mit einer B-Bewilligung einer bezahlten Arbeit nachgehen dürfen. Eine restriktive Handhabung durch die Stadt Biel erscheint deshalb weder menschlich noch wirtschaftlich sinnvoll.

Für vorläufig aufgenommene Personen (Ausweis F) und für Asylsuchende (Ausweis N) bedeutet eine B-Bewilligung eine massive Verbesserung ihrer Rechtsstellung in der Schweiz. Für Asylsuchende, die seit vielen Jahren im laufenden Verfahren sind, ist eine Umwandlung ins- besondere bezüglich Bleiberecht, Auslandreisen oder Familiennachzug vorteilhaft. Für VA ist eine Härtefallbewilligung vor allem hinsichtlich eines sicheren Aufenthaltstitels sowie ihrer weiteren Integration äusserst zentral.

Biel, 16. Januar 2020

Christoph Grupp, Grüne Biel
Ruth Tennenbaum, Einfach libres!
Anna Tanner, SP/Juso
Sandra Gurtner-Oesch, GLP
Franziska Molina, EVP
Pascal Bord PRR

Stadt Biel
Ville de Bienne

Anhang 3

Beantwortung

der dringlichen Interpellation 20200186, De Maddalena Daniela, Grüne, «Zweimonatiger Platzverweis für mittellose Menschen auf dem Bahnhofplatz»

Mit dem vorliegend behandelten Vorstoss wird der Gemeinderat gebeten, die nachstehend aufgeführten Fragen zu beantworten:

1. Mit welchen Begründungen wurden diese Menschen vom Bahnhofplatz verwiesen?
Fernhalteverfügungen können gemäss geltender Gesetzgebung (Artikel 83 Abs. 1 des Polizeigesetzes des Kantons Bern (PolG; BSG 551.1) ausgesprochen werden, wenn

a) die öffentliche Sicherheit und Ordnung, insbesondere durch eine Ansammlung, gestört oder gefährdet wird,
b) Dritte erheblich belästigt oder gefährdet werden,
c) Einsätze zur Wiederherstellung der öffentlichen Sicherheit und Ordnung oder zur Rettung, insbesondere durch Polizeikräfte, Feuerwehr und Rettungsdienste, behindert, gestört oder diese gefährdet werden,
d) sie die Kantonspolizei an der Durchsetzung vollstreckbarer Anordnungen hindern, stören oder sich einmischen,
e) sie ernsthaft und unmittelbar gefährdet sind,
f) sie eine andere Person in der physischen, psychischen oder sexuellen Integrität verletzen, bedrohen oder sie wiederholt belästigen, insbesondere ihr nachstellen, namentlich auch in Fällen häuslicher Gewalt,
g) dies zur Wahrung der Rechte von Personen, insbesondere zur Wahrung der Pietät, notwendig ist.

Der Gemeinderat weist darauf hin, dass sich die Ausgangslage mit den aufgrund der Corona-Pandemie in der Öffentlichkeit geltenden Verhaltensregeln zum Schutz vor Ansteckung verändert haben. Die Pflicht der Polizei diese Regeln durchzusetzen in Verbindung mit der Tatsache, dass diese regelmässig von sich auf dem Bahnhofplatz aufhaltenden Personen nicht eingehalten werden, hat im Vergleich zu den Vorjahren tatsächlich zu einer Erhöhung der Anzahl ausgesprochener Wegweisungen geführt.

2. Was sind die Weisungen der Stadt Biel an die Kantonspolizei Bern betreffend Platzverweisen von mittellosen Menschen?
Die Kantonspolizei Bern hat von der Stadt Biel im Rahmen des zwischen ihr und der Stadt Biel bestehenden Ressourcenvertrages seit mehreren Jahren den Auftrag, der Bildung von offenen Drogen- und Randständigenszenen in Biel vorzubeugen. Dieser Aufgabe kommt die Kantonspolizei primär durch Patrouillenpräsenz und sicherheitspolizeiliche Interventionen nach. In schwerwiegenden Fällen spricht die Kantonspolizei anlässlich von Interventionen gestützt auf die oben dargelegte gesetzliche Grundlage Fernhalteverfügungen aus, welche aber keinen Zusammenhang haben mit der Frage, ob eine Person mittellos ist oder nicht.

3. Welche Haltung hat der Gemeinderat zu diesen Ereignissen?
Der Gemeinderat ist der Auffassung, dass der öffentliche Raum von allen Anspruchsgruppen im Rahmen des Gemeingebrauchs genutzt werden können soll. Wenn jedoch Einzelpersonen oder Gruppen von Menschen andere Passantinnen oder Passanten wiederkehrend einschüchtern oder gar belästigen und dadurch die ordentliche Nutzung des öffentlichen Raums – darunter auch des Bahnhofplatzes - durch die übrigen Nutzerinnen und Nutzer über Gebühr eingeschränkt wird, ist dies nicht zu tolerieren. Erschwerend kommt hier noch die Corona-Pandemie hinzu, aufgrund welcher von der Bevölkerung zusätzliche Verhaltensregeln einzuhalten und von der Polizei durchzusetzen sind. Es ist Aufgabe der Kantonspolizei die Nutzung des öffentlichen Raums durch alle Menschen zu gewährleisten bzw. gegebenenfalls entsprechende Massnahmen zu ergreifen.
Wie immer bei Interventionen geht die Polizei, gestützt auf die jeweils geltenden Vorgaben, in erster Linie im Dialog auf die Menschen zu. Weitere Massnahmen, wie etwa Fernhalteverfügungen, erfolgen dann, wenn der jeweils geltenden Verordnung auf andere Weise keine Geltung verschafft werden kann.

4. Welche Haltung hat der Gemeinderat grundsätzlich bezüglich Menschen, welche in Biel am Rande der Gesellschaft leben?
Personen am Rand der Gesellschaft sind Bestandteil der Bevölkerung jeder Stadt mit Zentrumsfunktion und stellen eine Anspruchsgruppe dar wie alle anderen. Sie sind aufgrund ihrer oftmals schwierigen persönlichen Lebenssituation besonders verletzlich und bedürfen regelmässig besonderem Schutz. Andererseits haben sie nicht mehr Rechte als andere Nutzerinnen und Nutzer des öffentlichen Raums. Verhalten sich Personen am Rand der Gesellschaft derart, dass die Rechte der übrigen Menschen im öffentlichen Raum dadurch über Gebühr eingeschränkt werden oder sie sich selber gefährden, muss die öffentliche Hand dafür sorgen, dass dieser Zustand nicht andauert. Die Organe der öffentlichen Hand haben dann die geeigneten und verhältnismässigen Massnahmen zu treffen, damit die öffentliche Ordnung wiederhergestellt und der Schutz auch der Menschen am Rande der Gesellschaft so weitgehend wie möglich gewährleistet werden kann. Dazu gehören unter anderem Fernhalteverfügungen der Polizei.

5. Welche Massnahmen könnten zusammen mit diesen Menschen besprochen werden, damit sich diese auch in der ausserordentlichen Zeit der Pandemie treffen könnten?
Während des Lockdowns im Zusammenhang mit Covid-19 wurden auf Initiative der Stadt Biel zusätzliche Beherbergungsmöglichkeiten für Obdachlose geschaffen, welche auch tagsüber genutzt werden konnten.

Mit der Normalisierung der Situation wird sich die Lage nach Auffassung des Gemeinderates beruhigen, weil die ordentlichen Strukturen für Personen am Rand der Gesellschaft wieder in einen geregelten Betrieb überführt werden können. Es erweist sich deshalb nach Auffassung des Gemeinderats nicht als notwendig, diesbezüglich weitergehende Massnahmen ins Auge zu fassen.

Biel, 19. August 2020

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:	Die Stadtschreiberin:
Erich Fehr	Barbara Labbé

Beilagen: dringliche Interpellation 20200186

Dringliche Interpellation 4.6.2020 20200186

Zweimonatiger Platzverweis für mittellose Menschen auf dem Bahnhofplatz

Der Bahnhofplatz wird täglichen von sehr vielen Menschen genutzt. Für die Meisten ist er ein Ort des Ankommens oder der Abreise. Es gibt aber hier Menschen, welche täglich jeweils für längere Zeit zu sehen sind. Es sind Menschen, welche wir als diejenigen wahrnehmen, welche sich am Rande unserer Gesellschaft bewegen. Für diese Menschen ist der Bahnhofplatz von Biel-Bienne ein Ort des Austauschs, des Verweilens. Der Platz macht damit soziale Teilhabe möglich. Vor einem Jahr, zu Zeiten der Walser Sculpture, waren diese Menschen wertvolle Mitarbeiter des Künstlers Thomas Hirschhorn. Sie fanden hier nicht nur Arbeit, sondern Respekt, Wohlwollen und auch Heimat. Dann im Herbst war Schluss damit. Die Sculpture wurde abgeräumt. Seither ist das „alte" Leben wieder Alltag geworden. Es ist nicht ein Leben, welches schön ist. Es ist ein Leben voller Entbehrungen. Hier funktioniert unser Sozialsystem nicht! Dass diese Menschen Probleme haben, sei es physisch wie und /oder auch psychisch, davon ist auszugehen. Sie sind aber und bleiben ein Teil unserer vielfältigen Gesellschaft.

Es mag COVID-19 teilweise geschuldet sein, dass diese Menschen nun vom Platz verwiesen wurden. Die Begründungen sind aber, soweit ich davon Kenntnis habe, grösstenteils willkürlich. Hier müssen unbedingt Lösungen gefunden werden! Insbesondere, da die Situation während der Pandemie für diese Menschen besonders belastend ist.

Ich bitte den Gemeinderat, folgende Fragen zu beantworten:

1. Mit welchen Begründungen wurden diese Menschen vom Bahnhofplatz verwiesen?
2. Was sind die Weisungen der Stadt Biel-Bienne an die Kantonspolizei Bern betreffend Platzverweisen von mittellosen Menschen?
3. Welche Haltung hat der Gemeinderat zu diesen Ereignissen?
4. Welche Haltung hat der Gemeinderat grundsätzlich bezüglich Menschen, welche in Biel-Bienne am Rande der Gesellschaft leben?
5. Welche Massnahmen könnten zusammen mit diesen Menschen besprochen werden, damit sich diese auch in der ausserordentlichen Zeit der Pandemie treffen könnten?

Daniela de Maddalena

Grüne Partei Biel-Bienne

Daniela de Maddalena

Stadt Biel
Ville de Bienne

Anhang 4

Réponse

à l'interpellation interpartis 20200068, Francescutto Luca, UDC, Hamdaoui Mohamed , PDC, «Bienne la ville de la coiffure Low Cost»

Par la présente intervention, le Conseil municipal est prié de répondre aux questions suivantes, liées aux salons de coiffure «Low-Cost»:

1. Est-ce que la Ville a connaissance du nombre de salons de coiffure ?
Suite à une révision de la Loi cantonale sur le commerce et l'industrie en 1995, les salons de coiffure ne sont plus soumis à autorisation. Depuis lors, la Ville de Bienne ne recense plus systématiquement les commerces de la branche. Le Conseil municipal ignore donc le nombre exact de salons de coiffure. Il peut toutefois confirmer que le nombre d'entreprises de ce type a nettement augmenté ces dernières années à Bienne, comme dans d'autres villes suisses comparables.

2. En relation avec le nombre de salons/habitants, la Ville ne devrait-elle pas stopper la prolifération des salons ?
Comme tous les autres commerçants et commerçantes, les personnes qui exploitent des salons de coiffure sont protégées dans l'exercice de leur activité par le droit constitutionnel de la liberté économique. La Ville de Bienne ne dispose d'aucune base légale pour limiter le nombre de salons de coiffure sur le territoire communal en se basant sur le rapport entre le nombre de salons et d'habitants/habitantes.

3. Les salons respectent-ils la convention collective ?
Le contrôle du respect de la convention collective de travail pour la branche de la coiffure incombe aux autorités cantonales. Les autorités municipales n'ont aucune compétence ou tâche en la matière.

4. Est-ce que les employés sont au bénéfice d'un CFC de coiffure reconnu en Suisse ?
Il n'y a aucune disposition légale qui prévoit que les personnes employées dans un salon de coiffure doivent disposer d'un certificat de capacité reconnu au niveau fédéral.

5. Les salons respectent-ils les directives cantonales, produits, salaires, caisses séparées ?
Le contrôle du respect des directives susmentionnées n'incombe pas aux organes municipaux. Par contre, la police des étrangers de la Ville de Bienne contrôle divers commerces à Bienne, tels que salons de coiffure, salons de beauté, kebab, établissements de restauration à l'emporter et commerces d'alimentation. Il s'agit de contrôles concernant le statut de séjour du personnel étranger et des autorisations de travail y relatives. Entre le 1er janvier 2018 et fin 2019, 32 contrôles du travail ont été effectués dans toute la ville et 150 commerces ont été visités par les services municipaux. En cas d'infractions, des dénonciations sont établies à l'attention du Ministère public.

Une collaboration avec les agents du contrôle du marché du travail du Canton de Berne a été mise en place en novembre 2017. Depuis cette date, l'autorité de police des étrangers de la Ville de Bienne, en plus de mener ses propres contrôles, accompagne régulièrement la surveillance cantonale du marché du travail lors de ses contrôles relatifs au respect des conditions de salaire et de travail et pour lutter contre le travail au noir dans les établissements publics de Bienne.

Bienne, le 24 juin 2020

Au nom du Conseil municipal

Le maire: La chancelière municipale:

Erich Fehr Barbara Labbé

Annexe:
· interpellation interpartis 20200068

(sera rempli par la CHM)

Vorstoss Nr. / Interv. no: 2020 0068

Termin GR / Délai CM: _____

Direktion /Direction: _____

Mitbericht / Corapport: _____

Luca Francescutto, Mohamed Hamdaoui

Interpellation interpartis

Bienne la ville de la coiffure Low Cost

Question(s)

La Ville de Bienne possède environ 130 salons de coiffures. En effet, depuis quelques années les salons de coiffures profilent en Ville de Bienne. La plupart de ces salons Low-cost proposent des coupes pour homme à partir de 20 francs. Dans la plupart des salons professionnels, la coupe masculine est facturée entre 30 et 50 francs. Les professionnels dénoncent la concurrence déloyale des barber shops. Comme partout ailleurs, les nouveaux venus sont des albanophones, des Turcs et des Syriens, qui importent leur savoir-faire et leurs traditions en surfant sur la mode de la barbe. Selon la commission paritaire de la branche de la coiffure, un salon sur deux ne respecte pas la nouvelle convention collective. Celle-ci impose entre autre un salaire minimum.

1. Est-ce que la Ville à connaissance du nombre de salons de coiffures ?
2. En relation nombre de salons/Habitants, la Ville ne devrait-elle pas stopper la prolifération des salons?
3. Est-ce que les salons respectent-ils la convention collective?
4. Est-ce que les employés sont au bénéfice d'un CFC de coiffure reconnu en CH?
5. Est-ce que les salons respectent-ils les directives cantonales, produits, salaires, caisses séparées ?

Bienne, le 19.02.2020

Luca Francescutto, Mohamed Hamdaoui

Cosignataires

Stadt Biel
Ville de Bienne

Anhang 5

Beantwortung

der dringlichen Interpellation 20200185, Schneider Sandra, Fraktion SVP/Die Eidgenossen, «Warum wird die einmalige kinematografische Sammlung William Piasio «entsorgt»?»

Mit der eingereichten Interpellation wurde der Gemeinderat beauftragt, mehrere Fragen bezüglich der Erhaltung und Ausstellung der Cinécollection Piasio durch die Stiftung Charles Neuhaus zu beantworten.

Zunächst einmal möchte der Gemeinderat auf folgende Punkte verweisen:

Die Stadt Biel hat 1988 die kinematographische Sammlung von William Piasio für CHF 350'000.– gekauft (Stadtratsbeschluss vom 21. Januar 1988). Im Kaufvertrag ist festgehalten, dass die Stadt die gesamte kinematographische Sammlung im Rahmen einer Dauerleihgabe an die Stiftung Charles Neuhaus übergibt. Darin wird weiter festgehalten, dass die Sammlung der Öffentlichkeit im Rahmen des Museumsbetriebs regelmässig und permanent zugänglich gemacht werden soll und dass die Stadt für den Betrieb der Sammlung einen angemessenen Beitrag in Aussicht stellt. Die Bedingungen der Dauerleihgabe an die Stiftung Charles Neuhaus wurden wiederum in einem Leihvertrag zwischen der Stadt und der Stiftung geregelt.

Der Kaufvertrag und der Leihvertrag verpflichten die Stiftung, die Piasio-Sammlung zu erhalten und gegebenenfalls auszustellen. Bei der Eröffnung des Museums Neuhaus im Jahr 1996 wurde die Cinécollection Piasio der Öffentlichkeit vorgestellt. 2008 erfuhr die Sammlung eine Modernisierung, indem sie durch verschiedene Objekte zum Manipulieren ergänzt wurde. Das ermöglichte es den Besucherinnen und Besuchern, die Technik der gezeigten Objekte zu verstehen. 2017/2018 zeigte das NMB Neues Museum Biel die Cinécollection Piasio in erweiterter Form im Haus Schwab. Ziel war es, dem Bieler Publikum, den Schülerinnen und Schülern sowie allen, an der Entwicklung des bewegten Bildes Interessierten, einen neuen Blick auf die Sammlung zu vermitteln. Ein reiches Vermittlungsprogramm stellte einen Bezug zur aktuellen Zeit her und machte die Funktionsweise der Apparate und deren Geschichte erfahrbar. Trotz Workshops, etwa zur Camera obscura, oder der Möglichkeit, die eigenen Super-8-Filme ins Museum zu bringen und in Kinoatmosphäre zu betrachten, stiess die Ausstellung auf wenig Interesse.

Die Stiftung Charles Neuhaus stellte die Sammlung 25 Jahre lang aus. Aufgrund ihres überarbeiteten Ausstellungskonzepts sowie des mangelnden Interesses der Öffentlichkeit an der Piasio-Sammlung hat sich die Stiftung dazu entschlossen, die Sammlung in ihren Räumlichkeiten einzulagern, wo sie nach professionellen Standards erhalten wird.

In den folgenden Antworten werden die Gründe und Umstände dieser Einlagerung erläutert.

1. Warum wurden gleich alle Exponate der kinematografischen Sammlung William Piasio aus dem NMB entfernt und im Keller des Battenberg-Schulhauses eingelagert?

Das NMB befindet sich in einem Transformationsprozess. Die Stiftung definierte 2017 die zukünftige Ausrichtung als kulturhistorisches Museum der Stadt und der Region, das sich den Themen Archäologie, Geschichte, Kunst und Kultur von der Urgeschichte bis zur Gegenwart widmet. In den Sammlungsausstellungen thematisiert das Museum die Kulturgeschichte und trägt so zur kulturellen Identität der Stadt bei. Die neue Dauerausstellung mit dem Titel «Biel – Bienne» zeigt in sechs verschiedenen Themeninseln und einem grossen Stadtmodell die Geschichte und die Gegenwart von Biel. Da die Kinosammlung, wie sie in den Räumen des Museums seit den späten 1980er-Jahren präsentiert worden ist, keinen direkten Bezug zur Identität der Stadt ausweist, hat das NMB entschieden, sie vorerst nicht mehr auszustellen.

Einzelne Objekte, die einen klaren Bezug zu Biel haben, werden in die neue permanente Ausstellung integriert.

Die Sammlung ist im Depot Battenberg eingelagert (siehe Antwort zu Frage 4.). Das Museum kümmert sich nach wie vor um die Sammlung, versichert sie und leiht anderen Institutionen Objekte für Ausstellungen aus. Sie ist zu jederzeit für Forscherinnen und Forscher und alle Interessierten nach Voranmeldung zugänglich.

2. Weshalb wurden die Angehörigen von William Piasio nicht über diesen Vorgang vorgängig informiert?

Anlässlich der Ausstellung 2017/2018 hat das Museum vergeblich versucht, mit den Erben Kontakt aufzunehmen, um über die Cinécollection zu sprechen. Die Briefe des Museums blieben unbeantwortet. Das NMB ist aufgrund der Verträge verpflichtet, den Leihgeber zu informieren und dessen Auflagen einzuhalten. In vorliegenden Fall ist das die Stadt. Die Stadt hat ihrerseits jedoch keinerlei offizielle Verpflichtungen gegenüber der Familie des Verkäufers. Die Bestimmungen des Kaufvertrags haben bezüglich der Ausstellung der Sammlung gegenüber dem Verkäufer lediglich deklaratorischen Charakter. Die Stadt muss über die mit öffentlichen Geldern erworbenen Gegenstände frei verfügen können. Im Übrigen legt der Leihvertrag ausdrücklich fest, dass die Stadt das Recht hat, die Sammlung aus dem Museum zu entfernen, wenn sie sie weiterverkaufen will.

3. Warum wurden nicht andere Museen angefragt, ob diese die Sammlung temporär ausstellen würden?

Die Stiftung Charles Neuhaus und die Direktion des Museums haben mit verschiedenen Personen und Institutionen das Gespräch gesucht, um andere Ausstellungsorte zu eruieren. Sobald sich eine konkrete Lösung abzeichnet, wird die Stiftung selbstverständlich darüber informieren. Zudem hat das Museum in den letzten Jahren das Papierinventar durch ein digitales Inventar ersetzt. Das ermöglicht es, konkrete Anfragen zu einzelnen Objektarten gezielt zu beantworten und allen Interessierten einen vertiefen Einblick in die Sammlung zu gewähren. Weiter besteht die Möglichkeit des Onlinestellens der gesamten Cinécollection.

4. Die Exponate wurden in Kartons eingelagert. Kann garantiert werden, dass die Ausstellungsstücke dadurch keinerlei Schaden erleiden?

Alle Sammlungen im städtischen Depot werden professionell gemäss den ethischen Richtlinien der International Council of Museums ICOM betreut und für nachkommende Generationen aufbewahrt. Die Objekte sind im geschützten und klimatisierten (Kunst-)Depot Battenberg gelagert. Eine Restauratorin, spezialisiert auf historische technische Apparate, überwachte die Lagerung jedes einzelnen Gegenstands, der je nach Grösse in speziell ausgestatteten Lagerkisten oder in Gestellen deponiert ist. Klimalogger der neuesten Generation garantieren die besten Bedingungen der Objekte. Sollte die Temperatur oder die Luftfeuchtigkeit über den definierten Wert fallen oder steigen, wird umgehend der Sammlungstechniker via Telefon alarmiert.

Biel, 19. August 2020

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident: Die Stadtschreiberin:

Erich Fehr Barbara Labbé

Beilage: dringliche Interpellation 20200185

Dringliche Interpellation 20200185

Warum wird die einmalige kinematografische Sammlung William Piasio «entsorgt»?

Ende der 1980er-Jahre hat die Stadt Biel unter der Leitung des damaligen Schuldirektors Raymond Glas für 365'000 Franken die umfassende kinematografische Sammlung von William Piasio (1926-2004) erworben. Herr Piasio hatte während drei Jahrzehnten in ganz Europa alte Geräte und Dokumente des Films zusammengetragen und so eine wohl europaweit einmalige Sammlung erstellt. Die Kollektion umfasst rund 1'000 Kameras und andere Schaustücke, wie zum Beispiel ein aus Venedig stammendes Megalethoskop aus dem Jahr 1860, oder eine der ältesten Filmprojektoren (Jahr 1905) aus Paris.

Der Stadtrat hatte neben dem Kauf auch für 600'000 Franken den Bau eines speziellen Trakts im damaligen Museum Neuhaus zur Unterbringung der Sammlung gesprochen. Zentraler Bestandteil des Kaufvertrags zwischen der Stadt und Herrn Piasio, resp. des Leivhertrags der Stadt mit der Stiftung Charles Neuhaus war, die Exponate dauerhaft auszustellen und damit der Bieler Bevölkerung zugänglich zu machen.

Beinahe zufällig haben nun die Hinterbliebenen und Angehörigen erfahren, dass das Neue Museum Biel (NMB) die vollständige Sammlung aus den Räumlichkeiten des Museums entfernt und im Keller des Battenberg-Schulhauses eingelagert hat.

Der Gemeinderat wird beauftragt, folgende Fragen zu beantworten:

1. *Warum wurden gleich alle Exponate der kinematografischen Sammlung William Piasio aus dem NMB entfernt und im Keller des Battenberg-Schulhauses eingelagert?*
2. *Weshalb wurden die Angehörigen von William Piasio nicht über diesen Vorgang vorgängig informiert und deren Meinung dazu eingeholt?*
3. *Warum wurden nicht andere Museen angefragt, ob diese die Sammlung temporär ausstellen würden?*
4. *Die Exponate wurden in Kartons eingelagert. Kann garantiert werden, dass die Ausstellungstücke dadurch keinerlei Schaden erleiden?*
5. *Wann ist geplant, die kinematografische Sammlung wieder in den Räumlichkeiten des NMB auszustellen? Falls dies nicht geplant ist, warum nicht?*

Biel/Bienne, 03.06.2020

Sandra Schneider

Fraktion SVP / Die Eidgenossen

Stadt Biel
Ville de Bienne

Anhang 6

Réponse

à l'interpellation urgente 20200289, Wächter Olivier, UDC, «Aire de transit provisoire à Bienne pour les gens du voyage suisses»

L'intervenant prie le Conseil municipal de répondre aux questions suivantes:

1. Pouvez-vous confirmer qu'uniquement les gens du voyage suisses auront accès à cette aire ?

Oui. Sur demande du Canton, la Ville de Bienne met à disposition l'emplacement mentionné à l'extrémité de la rue de Zurich comme aire de transit pour les gens du voyage suisses d'année en année depuis 2014. Son utilisation par les gens du voyage étrangers n'est pas prévue.

2. S'il ne s'agit pas d'une aire de transit destinée aux gens du voyage venus de l'étranger, en cas de stationnement illicite sur la commune biennoise (comme par exemple le parking de la Tissot Arena ou tout autre lieu à Bienne) d'ethnies du voyage étrangères, pouvons-nous nous attendre à une action immédiate afin qu'ils quittent les lieux ? Quels sont les instruments à votre disposition ?

Le terrain concerné est inscrit au patrimoine administratif. Les autorités municipales compétentes appliquent le Règlement de police locale en cas d'occupation illégale par d'autres personnes que les groupes prévus. Sur cette base, les détentrices et détenteurs de véhicules stationnés illégalement sont expulsés immédiatement après leur installation. Si l'ordre d'expulsion n'est pas respecté, d'autres possibilités sont prévues dans le Règlement de police locale telles que la décision d'infliger des amendes d'ordre pouvant aller jusqu'à 5000 fr. ou, en dernier recours, de faire enlever les véhicules stationnés. Selon le principe de proportionnalité, l'enlèvement immédiat des véhicules contre la volonté de leurs détentrices et détenteurs n'est toutefois possible qu'en cas de danger imminent.

3. Pouvez-vous également nous certifier que nous ne vivrons pas une situation similaire à celle, inacceptable, qui s'est produite proche de la jonction autoroutière de Brügg dernièrement ?

Les expériences faites ces six dernières années ont montré qu'il n'y avait pas d'installation de grande ampleur de gens du voyage étrangers sur l'aire concernée tant que les gens du voyage suisses y séjournaient. Dès lors, le Conseil municipal ne s'attend à aucun grand rassemblement de gens du voyage étrangers à l'avenir à cet endroit.

4. Quelles sont les mesures prises afin de garantir une bonne cohabitation entre ces personnes et le voisinage immédiat ?

Il n'y a eu aucun conflit marquant à cet endroit au cours des six dernières années entre le voisinage et les gens du voyage suisses. Si des difficultés devaient survenir, les services municipaux chargés de la gestion de cette aire interviendraient comme médiateurs pour trouver une solution avec toutes les parties concernées.

5. Si certains citoyens en apprenant cette information ressentent un sentiment d'insécurité, comment pouvez-vous les rassurer ?

Les expériences faites avec cette aire de transit provisoire sont majoritairement positives et, d'un point de vue objectif, il n'y a eu aucune atteinte à la sécurité publique. Le Conseil municipal n'a pas connaissance de cas de sentiment d'insécurité découlant de l'exploitation de cette aire ces six dernières années.

6. Quels sont les coûts de la mise à disposition et de l'entretien de cette aire de transit pour les contribuables biennois ? Est-ce que la Ville est soutenue par le Canton ?

L'exploitation de l'aire de transit provisoire est financée par les émoluments perçus auprès des personnes qui l'utilisent. Le Canton prend en charge les investissements nécessaires et s'est déjà déclaré disposé à se porter garant jusqu'à un certain montant en cas de déficit éventuel. L'exploitation de cette aire n'engendre donc aucun coût pour les contribuables biennois.

7. La Suisse ayant ratifié en 1998 la Convention européenne sur le droit des minorités nationales, s'agit-il ici d'une conséquence directe de cet engagement sur les plans juridiques et politiques, à savoir de mettre à disposition des gens du voyage suisse une aire de transit ?

Lors de sa session de septembre 2016, le Grand Conseil du Canton de Berne, en partie aussi en conséquence de la ratification susmentionnée, a accepté clairement le crédit-cadre pour la planification et la réalisation d'emplacements destinés aux gens du voyage de nationalité suisse dans les communes de Cerlier, d'Herzogenbuchsee et de Muri bei Bern. Le Canton a mis en œuvre ces projets en étroite collaboration avec les communes concernées. Jusqu'à l'achèvement de ces projets, il dépend de la mise à disposition d'aires de stationnement provisoires en tant que solutions transitoires.

Bienne, le 4 novembre 2020

Au nom du Conseil municipal

Le maire: La chancelière municipale:

Erich Fehr Barbara Labbé

Annexe:
· Interpellation urgente 20200289

(sera rempli par la CHM)

Vorstoss Nr. / Interv. no: _____

Termin GR / Délai CM: _____

Direktion / Direction: _____

Mitbericht / Corapport: _____

Olivier Wächter, UDC

Interpellation urgente

Aire de transit provisoire à Bienne pour les gens du voyage suisses

Question(s)

Suite à la réponse favorable des autorités biennoises concernant la demande du canton de Berne pour la prolongation d'une aire de transit, provisoire à Bienne, pour les gens du voyage suisses, jusqu'en 2022, plusieurs questions peuvent légitimement se poser afin de favoriser une communication claire sur ce thème et éviter tout malentendu:

1) Pouvez-vous confirmer qu'uniquement les gens du voyage suisses auront accès à cette aire?
2) S'il ne s'agit pas d'une aire de transit destinée aux gens du voyage venus de l'étranger,en cas de stationnement illicite sur la commune biennoise (comme par exemple le parking de la Tissot Arena ou tout autre lieu à Bienne) d'ethnies du voyage étrangères, pouvons-nous nous attendre à une action immédiate afin qu'ils quittent les lieux? Quels sont les instruments à votre disposition?
3) Pouvez-vous également nous certifier que nous ne vivrons pas une situation similaire à celle, inacceptable, qui s'est produite proche de la jonction autoroutière de Brügg dernièrement?
4) Quelles sont les mesures prises afin de garantir une bonne cohabitation entre ces personnes et le voisinage immédiat?
5) Si certains citoyens en apprenant cette information ressentent un sentiment d'insécurité, comment pouvez-vous les rassurer ?
6) Quels sont les coûts de la mise à disposition et de l'entretien de cette aire de transit pour les contribuables biennois ? Est-ce que la ville est soutenue par le canton ?
7) La Suisse ayant ratifié en 1998 la Convention européenne sur le droit des minorités nationales, s'agit-il ici d'une conséquence directe de cet engagement sur les plans juridiques et politiques, à savoir de mettre à disposition des gens du voyage suisse une aire de transit ?

Bienne, le 17 septembre 2020

Olivier Wächter, UDC

Cosignataires

Stadt Biel
Ville de Bienne

Anhang 7

Beantwortung

der dringlichen überparteilichen Interpellation 20200312, Tanner Anna, SP, Heiniger Peter, PdA, Gurtner-Oesch Sandra, GLP, Pittet Natasha, PRR, Rebetez Maurice, PSR, Roth Myriam, Grüne, «Systematische Verspätungen der ESD bei der Verlängerung von Aufenthaltsbewilligungen»

Mit dem vorliegend behandelten Vorstoss wird der Gemeinderat gebeten, die nachstehend aufgeführten Fragen zu beantworten. Der Gemeinderat äussert sich wie folgt:

1. **Wie viele Gesuche von wie vielen Personen zur Verlängerung der Aufenthaltsbewilligungen sind per 30.09.2020 bei den ESD hängig? Wie viele dieser Gesuche von wie vielen Personen betreffen Aufenthaltsbewilligungen die per 30.09.2020 abgelaufen sind?**

   Ende Oktober 2020 waren im Bereich Migration der ESD 2'008 Dossiers hängig, wovon 658 Verlängerungsanträge. Mit Revision des Ausländer- und Integrationsgesetzes ist das Staatssekretariat für Migration zuständig für die Überwachung und Auslösung der Verfallsanzeigen. Trotz Rückfragen bei diesem, konnte die Zahl der abgelaufenen Aufenthaltsbewilligungen nicht in Erfahrung gebracht werden.

2. **Wie viele Personen erhielten im September 2020 die Verlängerung rechtzeitig, d.h. vor Ablauf ihrer Bewilligung?**

   Die gewünschte Zahl konnte in der kurzen zur Verfügung stehenden Zeit nicht eruiert werden, ohne dass ein unverhältnismässig hoher Arbeitsaufwand hätte betrieben werden müssen. Bekannt ist, dass im Schnitt rund 65% der Antragstellenden die Bewilligung rechtzeitig erhalten.

3. **Wie lautet das Eingangsdatum der Gesuche, die die ESD gemäss der bestehenden Praxis (Behandlung gemäss Eingangsdatum) am 30.09.2020 behandelte?**

   Die Antwort auf diese Frage konnte ebenfalls nicht eruiert werden, ohne dass ein unverhältnismässiger Arbeitsaufwand hätte betrieben werden müssen. Die überwiegende Anzahl Dossiers im Zusammenhang mit Verlängerungen von Aufenthaltsbewilligungen wird innerhalb von 2 bis 6 Monaten bearbeitet.

4. **Wieviel Personalressourcen stehen für wie viele Gesuche/Jahr bzw. pro Monat zur Verfügung. Wie hoch ist demnach die Fallzahl pro Mitarbeitende? Wie stehen diese im Vergleich mit der Stadt Bern (Verhältnis Personal zu Fallzahlen)?**

   Der Bereich Migration der ESD verfügt derzeit über 11.6 Vollzeitstellen (510 Stellenprozente für den Schalterdienst und 650 Stellenprozent für die Dossierbearbeitung). Ende Oktober fielen bei 2008 Dossiers auf jeden einzelnen Mitarbeitenden, bzw. jede einzelne Mitarbeitende des Bereichs Migration der ESD 173 hängige Dossiers.

   In der Stadt Bern stehen für die Dossierbearbeitung 1'900 Stellenprozente zur Verfügung. Nach Auskunft des Migrationsdienstes der Stadt Bern, bei welchem in den vergangenen Monaten nie mehr als 1'400 Dossiers gleichzeitig hängig waren, entfallen auf jede Mitarbeitende, bzw. jeden Mitarbeitenden 73 Dossiers.

   Weil die Aufteilung der Arbeiten und Prozesse in den beiden Städten nicht einheitlich organisiert sind, haben die obenstehenden Zahlen eine eingeschränkte Aussagekraft. Dennoch kann daraus der Schluss gezogen werden, dass die Ressourcenausstattung der

betreffenden Dienststelle in der Stadt Biel im Vergleich zur Stadt Bern zurzeit sicherlich unterdurchschnittlich ausfällt.

5. **Wie hoch war der Anteil von zweijährigen Verlängerungen der Aufenthaltsbewilligungen (Anzahl und Prozentsatz der Gesuche und Personen) im Vergleich zur Gesamtzahl der Verlängerungen (Gesuche und Personen) in den Jahren 2018, 2019 und 2020 (bis 30.09.2020)?**

   Auch diese Frage kann nicht präzis in der gestellten Form beantwortet werden. Es kann festgehalten werden, dass in den Fällen, bei welchen eindeutig keine Gründe für die Vornahme von Abklärungen im Hinblick auf eine möglich Nichtverlängerung bestehen, die Verlängerung jeweils um zwei Jahre erfolgt. Dabei handelt es sich um ca. die Hälfte der Fälle. Diese Praxis widerspricht grundsätzlich der Praxis im Kanton Bern, weil der kantonale Migrationsdienst im Oktober 2018 die städtischen Migrationsdienste im Sinne einer Vereinheitlichung der Praxis im Kanton Bern gebeten hatte, seine Praxis der einjährigen Verlängerungen der Aufenthaltstitel zu übernehmen. Die Städte Thun und Bern haben dies in der Folge so übernommen. Der Migrationsbereich der Stadt Biel hat sich damals jedoch dahingehend geäussert, dass dies aufgrund fehlender Personalressourcen nicht möglich sein werde und dem Kanton im Jahr 2019 offiziell mitgeteilt, dass in Biel für unproblematische Fälle weiter die Praxis der 2-jährigen Verlängerung angewendet werden wird.

6. **Wie und wen informiert die ESD während des Prozesses über die Verspätungen?**

   Nach Eingang des Verlängerungsantrages wird der Antrag grundsätzlich geprüft und bei Fällen, in denen keine weitergehenden Abklärungen vorgenommen werden müssen genehmigt. Nimmt dieser Prozess mehr Zeit in Anspruch als üblich, wird dem Kunden oder der Kundin bei Bedarf eine Bestätigung «hängiges Verfahren» ausgestellt, damit die gesuchstellende Person über eine schriftliche Bestätigung der Behörde verfügt aus der hervorgeht, dass das Verlängerungsverfahren im Gang ist. Wird absehbar, dass der Fall zur Prüfung in die Fallbearbeitung gehen muss, wird ein entsprechendes Schreiben versandt, worin der Kunde, bzw. die Kundin darüber informiert und um Geduld gebeten wird.

7. **In welchem Zusammenhang stehen die Verspätungen mit dem Coronavirus?**

   Die Ausserordentliche Lage «Coronavirus» im Frühling 2020 hat im Bereich Migration 27 Wochen Absenzen generiert (besonders gefährdete Personen, Verdachtsfälle usw.). Dazu kam eine erhöhte Belastung aufgrund der zu regelnden Fälle des Aufenthalts von ausländischen Personen, welche die Schweiz nicht wie vorgesehen verlassen konnten und in Biel «gestrandet» waren. Damit hat die Pandemie nicht unerheblich zu zusätzlichen Verzögerungen in der Bearbeitung der Dossiers zur Verlängerung von Aufenthaltsbewilligungen beigetragen.

Biel, 2. Dezember 2020

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:	Die Stadtschreiberin:
Erich Fehr	Barbara Labbé

Beilage: dringliche überparteiliche Interpellation 20200312

20200312

Dringliche Überparteiliche Interpellation

Systematische Verspätungen der ESD bei der Verlängerung von Aufenthaltsbewilligungen

Der Gemeinderat wird gebeten, zu folgenden Fragen Auskunft zu erteilen:

1. Wie viele Gesuche von wie vielen Personen zur Verlängerung der Aufenthaltsbewilligungen sind per 30.09.2020 bei den ESD hängig? Wie viele dieser Gesuche von wie vielen Personen betreffen Aufenthaltsbewilligungen die per 30.09.2020 abgelaufen sind?
2. Wie viele Personen erhielten im September 2020 die Verlängerung rechtzeitig, d.h. vor Ablauf ihrer Bewilligung?
3. Wie lautet das Eingangsdatum der Gesuche, die die ESD gemäss der bestehenden Praxis (Behandlung gemäss Eingangsdatum) am 30.09.2020 behandelte?
4. Wieviel Personalressourcen stehen für wie viele Gesuche/Jahr bzw. pro Monat zur Verfügung. Wie hoch ist demnach die Fallzahl pro Mitarbeitende? Wie stehen diese im Vergleich mit der Stadt Bern (Verhältnis Personal zu Fallzahlen)?
5. Wie hoch war der Anteil von zweijährigen Verlängerungen der Aufenthaltsbewilligungen (Anzahl und Prozentsatz der Gesuche und Personen) im Vergleich zur Gesamtzahl der Verlängerungen (Gesuche und Personen) in den Jahren 2018, 2019 und 2020 (bis 30.09.2020)?
6. Wie und wen informiert die ESD während des Prozesses über die Verspätungen?
7. In welchem Zusammenhang stehen die Verspätungen mit dem Coronavirus?

Begründung:
Die Einwohner- und Spezialdienste (ESD) melden auf ihrer Webseite: «Aufgrund der aktuellen Situation im Zusammenhang mit dem Coronavirus kann es zu Verzögerungen bei der Ausstellung und Verlängerung von Ausländerausweisen kommen." Die Verspätungen der Behandlung der Gesuche scheinen seit 2019 systematisch zu sein und betreffen sämtliche Ausländerinnen und Ausländer. Die ESD behandeln Gesuche nach Eingangsdatum. Anfang August 2020 haben die ESD frühestens Gesuche aus dem Juni 2020 behandelt. Die Gesuche können erst nach Erhalt der Verfallsanzeige des SEM, d.h. frühestens fünf Wochen vor Ablauf eingereicht werden. Gemäss Art. 59 Abs. 1 VZAE müssen die Gesuche spätestens 14 Tage vor Ablauf eingereicht werden. Die ESD bieten den betroffenen Personen die Möglichkeit an, eine Bestätigung über das hängige Bewilligungsverfahren anzufordern. Diese städtische Bestätigung wird jedoch nur beschränkt anerkannt, z.B. haben selbst Läden in der Stadt bereits die Registrierung von SIM-Karten auf Vorweisen der Bestätigung verweigert.

Die ESD raten Ausländerinnen und Ausländern auf der Website von einer Meldung vor Einladung zur Abholung der Bewilligung ab. Verlängerungen um zwei Jahren wären gemäss Bundesrecht (VZAE und Weisungen AIG des SEM) möglich und sollten gemäss Kommentar zum Migrationsrecht den Regelfall bilden. Die ESD gewähren jedoch selbst gut integrierten Ausländerinnen und Ausländern mit ausreichendem Familieneinkommen Verlängerungen von einem Jahr. Somit schaffen sich die ESD zulasten von Ausländerinnen und Ausländern einen Zusatzaufwand, den sie aktuell nicht bewältigen können.

Ausweisverlängerungen

Ab August 2019 gilt das neue Verfahren zur Verlängerung der Aufenthaltsbewilligung (B) und Niederlassungsbewilligung (C).

1. Sie erhalten das Formular «Verfallsanzeige-Verlängerungsgesuch» direkt vom Staatssekretariat für Migration (SEM) zugestellt.
2. Sie reichen das ausgefüllte Formular mit allen erforderlichen Unterlagen vor Ablauf der Bewilligung per Post an folgender Adresse ein: Einwohner- und Spezialdienste, Bereich Migration, Neuengasse 28, 2501 Biel
3. Sie erhalten nach Prüfung des Gesuchs ein Schreiben, mit dem Ihnen das Resultat der Prüfung mitgeteilt wird. Dies kann einige Zeit beanspruchen. Wird die Verlängerung bewilligt, erhalten Sie eine Einladung zur Abholung Ihres Ausweises. Wir bitten Sie erst nach Erhalt dieser Einladung sich bei uns zu melden!

HINWEIS: Aufgrund der aktuellen Situation im Zusammenhang mit dem Coronavirus kann es zu Verzögerungen bei der Ausstellung und Verlängerung von Ausländerausweisen kommen.

Sie haben die Möglichkeit eine **Bestätigung über das hängige Bewilligungsverfahren** per Post oder ✉ per Mail anzufordern.

Bei Fragen können Sie uns kontaktieren.

Hier finden Sie weitere Informationen zu Ausweisverlängerungen.

Anna Tanner (SP) | Peter Heiniger (einfachlibes) ~~Ruth Tennenbaum (Passerelle)~~ | Sandra Gurtner Oesch (GLP

Natasha Pittet (PRR) | Maurice Rebetez (PSR) | Myriam Roth (Grüne)

Stadt Biel
Ville de Bienne

Anhang 8

Réponse

à l'interpellation urgente 20200313, Rebetez Maurice, Stolz Joseline, Groupe PSR, «Terrasses étendues et chauffées... même en saison froide ?»

Par la présente intervention, le Conseil municipal est prié de répondre aux questions suivantes:

1. **Durant la période estivale, les terrasses ont pu être étendues à la satisfaction de tout le monde. Les mêmes dispositions s'appliqueront-elles durant la saison froide qui s'annonce ?**

   Les autorités municipales compétentes ont examiné les règles actuellement en vigueur et établi que le concept appliqué pour l'exploitation de places assises à l'extérieur dans le secteur de la restauration a fait ses preuves et qu'il conviendrait d'y recourir autant que possible pendant la saison froide.

2. **Les restaurateurs auront-ils alors la possibilité d'accueillir leurs clients sur une terrasse couverte et chauffée, comme le proposent déjà certains restaurants en mettant des chalets ou des tentes à disposition de leurs clients ?**

   Les services administratifs municipaux compétents développent actuellement en collaboration avec les exploitants et exploitantes d'établissements des solutions pour la branche de la restauration. L'objectif serait, par exemple comme à Neuchâtel, de proposer et, cas échéant, d'autoriser des espaces extérieurs couverts avec des places assises. Il serait certes souhaitable, pour des raisons de protection de l'environnement et de durabilité, de ne pas chauffer des espaces extérieurs dépourvus d'isolation. Toutefois, la Loi sur l'énergie du Canton de Berne autorise les établissements du secteur de la restauration à chauffer leurs terrasses. Compte tenu de la situation particulière actuelle et du contexte économique très tendu dans l'hôtellerie-restauration, il est envisageable que les autorités municipales compétentes aient recours à cette possibilité durant la pandémie de COVID-19. Les demandes soumises seront examinées sous l'angle de l'utilité d'une autorisation pour la survie de l'entreprise concernée. Il sera également clairement communiqué qu'il s'agit d'une réglementation exceptionnelle due à la situation liée au coronavirus.

3. **Est-il prévu, comme à Neuchâtel par exemple, d'établir une charte, réglementant notamment l'utilisation de chauffages ?**

   Les dispositions légales en vigueur dans le Canton de Berne évoquées dans la réponse à la deuxième question permettent de se passer d'une charte. Le cadre d'utilisation des chauffages extérieurs peut être fixé par les autorités chargées d'octroyer les autorisations. Du fait de la particularité de la situation actuelle, elles le font en concertant les acteurs de la branche de la restauration.

Bienne, le 2 décembre 2020

Au nom du Conseil municipal

Le maire:	La chancelière municipale:
Erich Fehr	Barbara Labbé

Annexe: interpellation urgente 20200313

PSR, Parti Socialiste Romand

20200313

Interpellation urgente

« Terrasses étendues et chauffées … même en saison froide ? »

Le 19 septembre dernier, le « Journal de 13h30 » de la RTS relayait une information très intéressante concernant les adaptations possibles des terrasses des restaurants à l'approche de la mauvaise saison, tout en tenant compte de la situation sanitaire particulière liée au coronavirus.
Extraits de l'émission :
« *La Ville de Neuchâtel a mis sur pied un concept de terrasses d'hiver pour permettre aux cafetiers et restaurateurs touchés par la crise du Covid-19 de maintenir leur capacité d'accueil. Celles-ci devront suivre les principes d'une charte, notamment pour le chauffage.* »
« *Les terrasses pourront être chauffées, mais à certaines conditions. Pas question de chauffer au gaz ou à l'électricité par exemple. D'ailleurs, la plupart des lois cantonales sur l'énergie l'interdisent. A Neuchâtel, l'exigence est d'utiliser des énergies renouvelables.* »

A Bienne, il est donc important et nécessaire d'entreprendre certaines démarches afin de permettre aux restaurateurs de faire face à la crise actuelle dans les meilleures conditions possibles, tout en respectant les mesures sanitaires mises en place.

- Durant la période estivale les terrasses ont pu être étendues à la satisfaction de tout le monde. Les mêmes dispositions s'appliqueront-elles durant la saison froide qui s'annonce ?

- Les restaurateurs auront-ils alors la possibilité d'accueillir leurs clients sur une terrasse couverte et chauffée, comme le proposent déjà certains restaurants en mettant des chalets ou des tentes à disposition de leurs clients ?

- Est-il prévu, comme à Neuchâtel par exemple, d'établir une charte, réglementant notamment l'utilisation de chauffage ?

Bienne, le 14.10.2020

Maurice Rebetez et Joseline Stolz, Groupe PSR

Stadt Biel
Ville de Bienne

Anhang 9

Beantwortung

der überparteilichen Interpellation 20200191, Tennenbaum Ruth, Fraktion Einfach libres!, Grupp Christoph, Fraktion Grüne, Tanner Anna, Fraktion SP/JUSO, Rebetez Maurice, Fraktion PSR, Briechle Dennis, Fraktion GLP+, «Einbürgerungsquote in Biel»

Mit dem vorliegend behandelten Vorstoss wird der Gemeinderat gebeten, die nachstehend aufgeführten Fragen zu beantworten, die in Zusammenhang mit der Einbürgerungsquote in Biel stehen:

1. Obwohl sehr viele Einbürgerungsgesuche eingereicht wurden, ist die Einbürgerungsquote sehr tief geblieben. Wie begründet der Gemeinderat diesen Umstand?
Die im Vorstoss angeführte Berechnungsmethode für eine sogenannte Einbürgerungsquote basiert laut den Angaben auf der Homepage der Universität Genf auf der Division «Anzahl Einbürgerungen durch Anzahl Ausländerinnen und Ausländer». Sie berücksichtigt allerdings den Umstand nicht, wonach in der Stadt Biel im Vergleich zu anderen Gemeinden im interkantonalen Vergleich die Anzahl Ausländerinnen und Ausländer, welche die Einbürgerungsvoraussetzungen nicht erfüllen im Verhältnis höher ist. Biel hat bspw. im Vergleich zu anderen Gemeinden einen überdurchschnittlich hohen Anteil an Sozialhilfebeziehenden, welche aufgrund kantonaler Gesetzesbestimmungen in vielen Fällen kein Einbürgerungsgesuch stellen können. Die im Vorstoss zitierte Berechnungsmethode ergibt nach Auffassung des Gemeinderates deshalb nur wenig aussagekräftige Ergebnisse. Dies geht beispielsweise auch aus dem Umstand hervor, dass in der Stadt Biel im Vergleich zur Stadt Bern in Relation zur Gesamtbevölkerung im angegebenen Zeitraum relativ mehr Einbürgerungen erfolgt sind. Bern hat im besagten Zeitraum 2036 Personen eingebürgert, Biel 1'066 Personen. Bern hat somit bezogen auf die Gesamtbevölkerung 1.5% seiner Gesamtbevölkerung eingebürgert, Biel 1.9%.

In den drei letzten Jahren konnte zudem die Anzahl der abschliessend behandelten Einbürgerungen in Biel aufgrund der erfolgten Reorganisation der betroffenen Verwaltungsstelle erheblich gesteigert werden.

2. Wurden Gesuche auf die lange Bank geschoben bis die neuen gesetzlichen Grundlagen des Kantons in Kraft getreten sind? (Keine Einbürgerung von Personen mit B-Ausweis) Wenn ja, mit welcher Begründung?
Dies war nicht der Fall. Altrechtliche Gesuche mussten nach Inkrafttreten der neuen gesetzlichen Bestimmungen noch nach altem Recht behandelt werden.

3. Wieviel Personal wurde in den Jahren 2011 bis 2017 für wie viele Gesuche eingesetzt?
In den Jahren 2011 bis 2015 sind im Durchschnitt 80 Stellenprozente für die Bearbeitung von im Jahresdurchschnitt 32 abschliessend behandelten Gesuchen eingesetzt worden. In den Jahren 2016 und 2017 sind rund 170 Stellenprozente für die Behandlung von im Durchschnitt 151 abschliessend behandelten Gesuchen pro Jahr eingesetzt worden.

4. Wie viele Gesuche wurden in den Jahren 2018 und 2019 abschliessend bearbeitet?
Im Jahr 2018 sind 353 Dossiers abschliessend behandelt worden. Weil die Bearbeitung der hängigen, nach altem Recht zu behandelnden Dossiers bis Ende 2018 abgeschlossen sein

musste geschah dies teilweise unter vorübergehendem Einsatz von zusätzlichen Personalressourcen aus anderen Fachbereichen. Im Jahr 2019 waren es 260 Dossiers.

5. Wie sieht die Pendenzenstatistik aus (ordentliche Einbürgerung) Stand Ende 2019?
Ende 2019 waren 244 Einbürgerungsgesuche in Bearbeitung.

6. Wieviel Personalressourcen ab 2018 bis heute stehen für die Bearbeitung zur Verfügung?
Seit 2018, nach erfolgter Reorganisation und Schaffung von zusätzlichen Personalressourcen, werden 250 Stellenprozente Sachbearbeiterin/Sachbearbeiter eingesetzt plus 80 Stellenprozente Praktikant/Praktikantin.

7. Wie hoch ist die Einbürgerungsquote für die Jahre 2018 und 2019? Wie erklärt sich eine allfällige Veränderung?
Der Anteil Einbürgerungen im Verhältnis zu den angemeldeten Ausländerinnen und Ausländern (Berechnungsmethode der Universität Genf) beträgt für diese beiden Jahre 1,9%. Die Veränderung zu den Jahren 2011 – 2017, wo diese Quote 1.05% betragen hat erklärt sich damit, dass dank der erfolgten Reorganisation, inkl. Schaffung von zusätzlichen Stellen, im Bereich Einbürgerungen die Voraussetzungen geschaffen worden sind, um die Pendenzen abarbeiten sowie die neuen Gesuche zeitgerecht bewältigen zu können.

8. Wie viele Gesuche um ordentliche Einbürgerung wurden in den Jahren 2011 bis 2019 abgelehnt?
Seit 2015 sind 14 Gesuche mittels Verfügung des Gemeinderates abgewiesen worden.

9. Wie viele Beschwerden wurden in diesen Jahren eingereicht?
Seit 2015 bis heute sind sieben Beschwerden eingereicht worden, wovon eine gutgeheissen worden ist.

Biel, 18. November 2020

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:	Die Stadtschreiberin:
Erich Fehr	Barbara Labbé

Beilage:
- Überparteiliche Interpellation 20200191

Überparteiliche Interpellation Einbürgerungsquote in Biel 20200191

Am 14. Februar 2020 veröffentlichte die EKM in Zusammenarbeit mit der Universität Genf eine aktualisierte Studie zur Einbürgerungspraxis. Von grossem Interesse sind die neu zugänglichen Zahlen aufgrund von interaktiven Karten (siehe Anhang).

Aufgrund der Statistiken der Jahre 2011 bis 2017, betrug die Einbürgerungsquote gerade einmal nur 1,05%. Im regionalen und interkantonalen Städtevergleich ist Biel am unteren Ende der Skala anzutreffen. Dieser Umstand wirft einige Fragen an den Gemeinderat auf.

1. Obwohl sehr viele Einbürgerungsgesuche eingereicht wurden, ist die Einbürgerungsquote sehr tief geblieben. Wie begründet der Gemeinderat diesen Umstand?
2. Wurden Gesuche auf die lange Bank geschoben bis die neuen gesetzlichen Grundlagen des Kantons in Kraft getreten sind? (Keine Einbürgerung von Personen mit B Ausweis) Wenn ja mit welcher Begründung.
3. Wieviel Personal wurde in den Jahren 2011 bis 2017 für wieviele Gesuche eingesetzt?
4. Wieviele Gesuche wurden in den Jahren 2018 und 2019 abschliessend bearbeitet?
5. Wie sieht die Pendenzenstatistik aus (ordentliche Einbürgerung) Stand Ende 2019?
6. Wieviel Personalressourcen ab 2018 bis heute stehen für die Bearbeitung zur Verfügung.
7. Wie hoch ist die Einbürgerungsquote für die Jahre 2018 und 2019? Wie erklärt sich eine allfällige Veränderung.
8. Wieviele Gesuche um ordentliche Einbürgerung wurden in den Jahren 2011 bis 2019 abgelehnt?
9. Wieviele Beschwerden wurden in diesen Jahren eingereicht?

Biel, 3. Juni 2020

Ruth Tennenbaum (Passerelle)
Einfach Libres!

Christoph Grupp
Fraktion Grüne

Anna Tanner
Fraktion SP/Juso

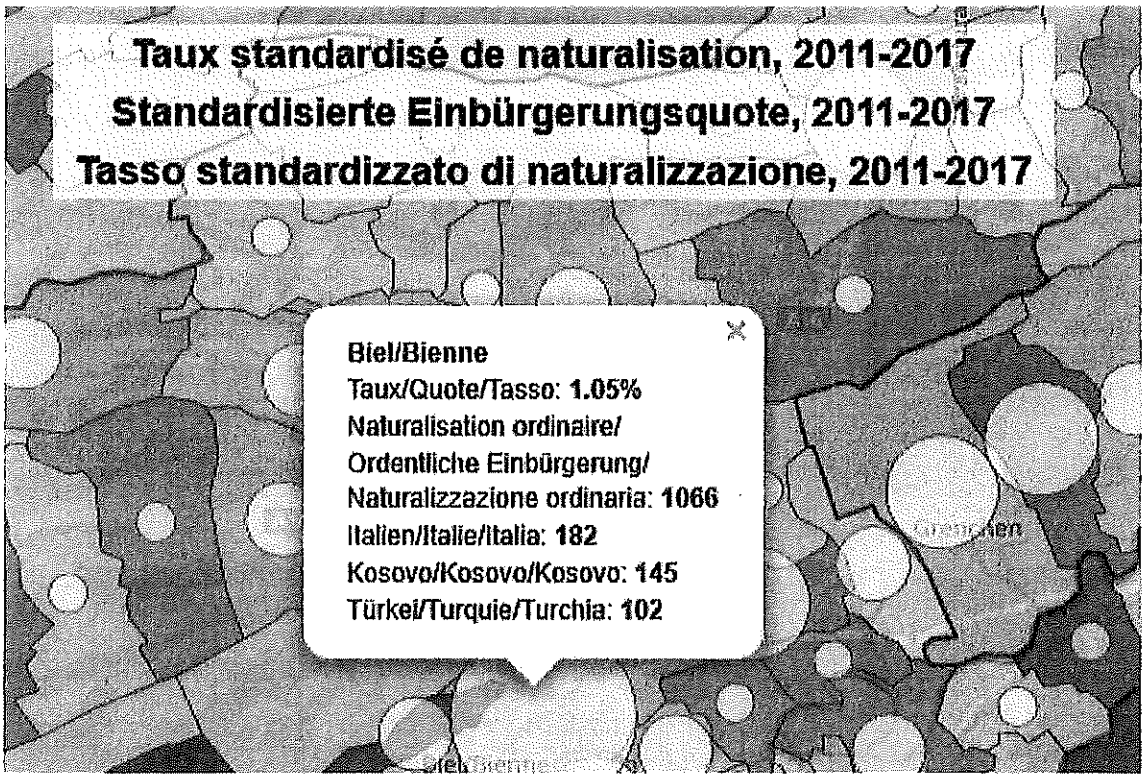
Maurice Rebetez
Groupe PSR

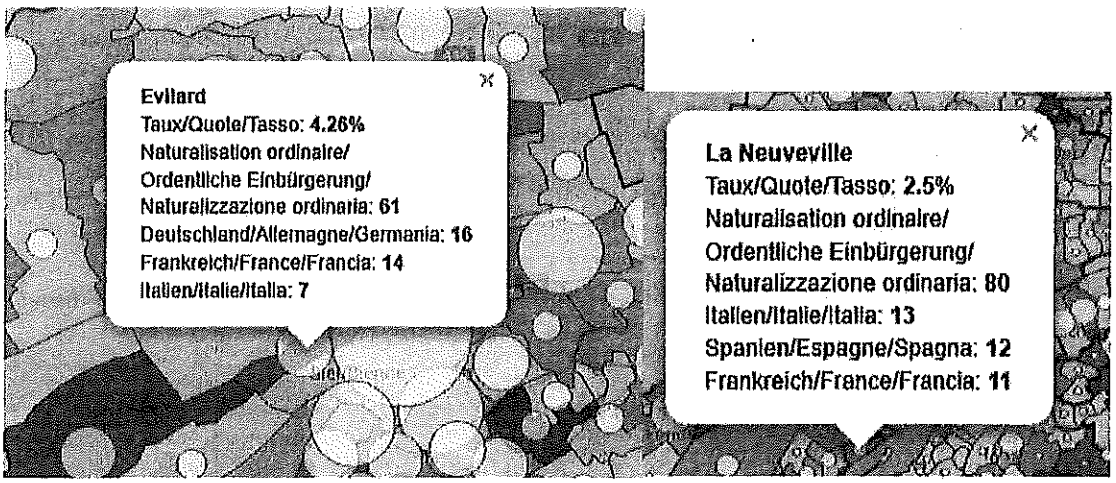
Dennis Briechle
GLP+

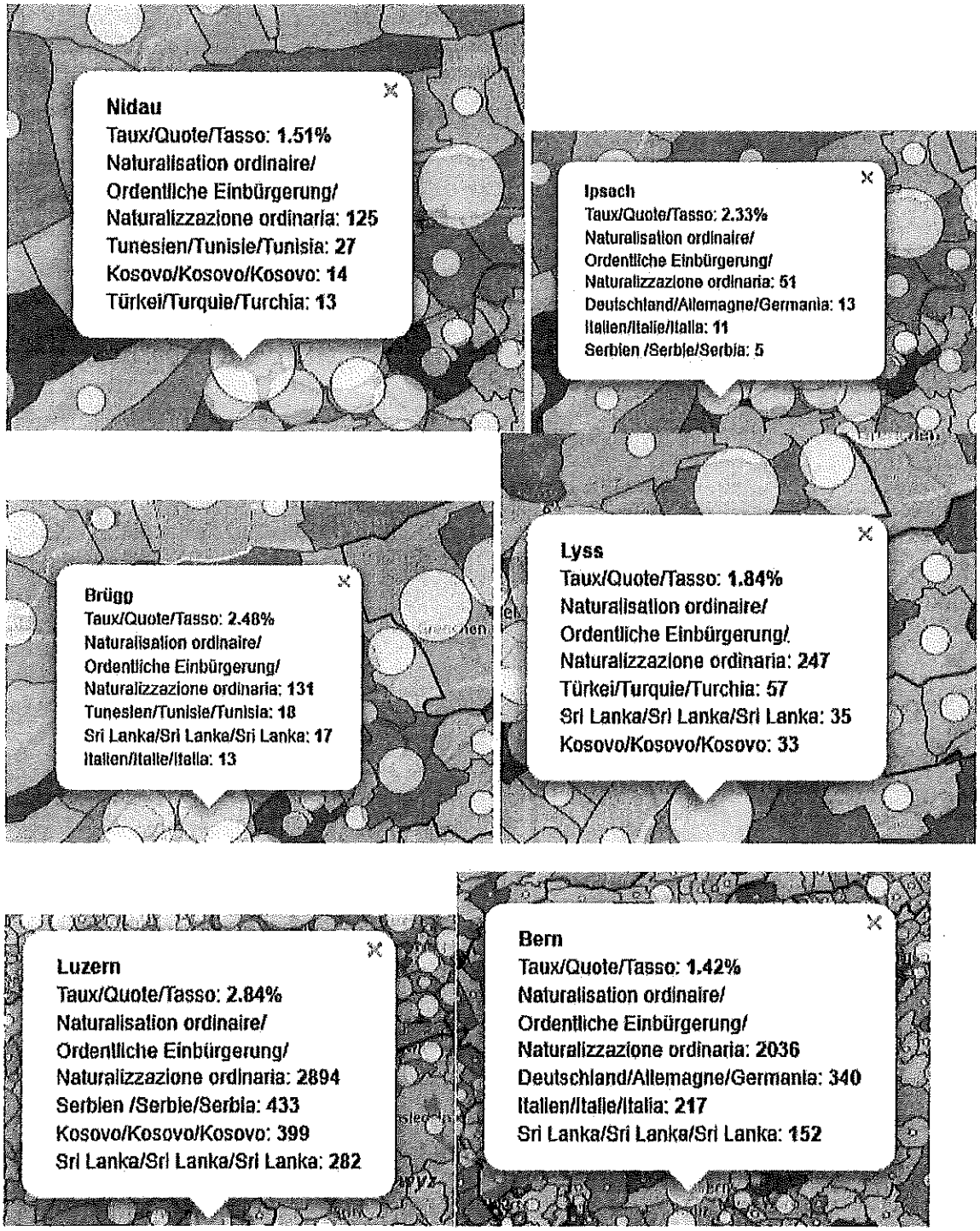
Anhang:

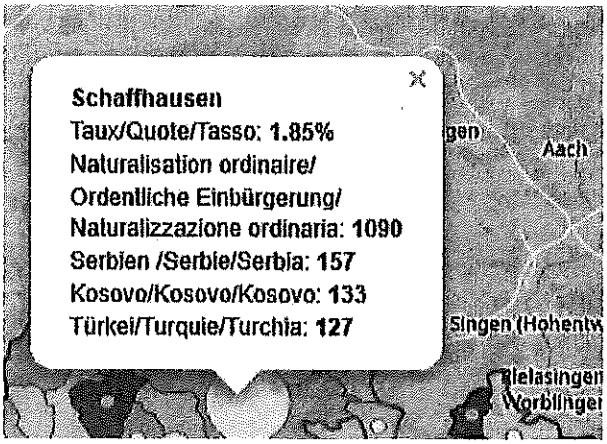
Einbürgerungspraxis ordentliche Einbürgerungen

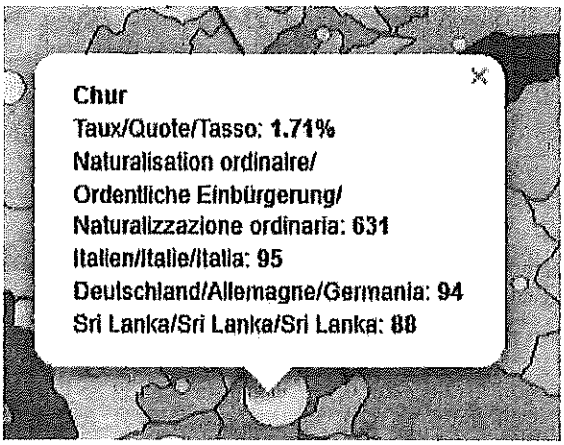
Quelle: http://webtv.unige.ch/ideso/MAP_TS_2011_17.html






Nidau
Taux/Quote/Tasso: 1.51%
Naturalisation ordinaire/
Ordentliche Einbürgerung/
Naturalizzazione ordinaria: 125
Tunesien/Tunisie/Tunisia: 27
Kosovo/Kosovo/Kosovo: 14
Türkei/Turquie/Turchia: 13
Ipsach
Taux/Quote/Tasso: 2.33%
Naturalisation ordinaire/
Ordentliche Einbürgerung/
Naturalizzazione ordinaria: 51
Deutschland/Allemagne/Germania: 13
Italien/Italie/Italia: 11
Serbien /Serbie/Serbia: 5
Brügg
Taux/Quote/Tasso: 2.46%
Naturalisation ordinaire/
Ordentliche Einbürgerung/
Naturalizzazione ordinaria: 131
Tunesien/Tunisie/Tunisia: 18
Sri Lanka/Sri Lanka/Sri Lanka: 17
Italien/Italie/Italia: 13
Lyss
Taux/Quote/Tasso: 1.84%
Naturalisation ordinaire/
Ordentliche Einbürgerung/
Naturalizzazione ordinaria: 247
Türkei/Turquie/Turchia: 57
Sri Lanka/Sri Lanka/Sri Lanka: 35
Kosovo/Kosovo/Kosovo: 33
Luzern
Taux/Quote/Tasso: 2.84%
Naturalisation ordinaire/
Ordentliche Einbürgerung/
Naturalizzazione ordinaria: 2894
Serbien /Serbie/Serbia: 433
Kosovo/Kosovo/Kosovo: 399
Sri Lanka/Sri Lanka/Sri Lanka: 282
Bern
Taux/Quote/Tasso: 1.42%
Naturalisation ordinaire/
Ordentliche Einbürgerung/
Naturalizzazione ordinaria: 2036
Deutschland/Allemagne/Germania: 340
Italien/Italie/Italia: 217
Sri Lanka/Sri Lanka/Sri Lanka: 152


Schaffhausen
Taux/Quote/Tasso: 1.85%
Naturalisation ordinaire/
Ordentliche Einbürgerung/
Naturalizzazione ordinaria: 1090
Serbien /Serbie/Serbia: 157
Kosovo/Kosovo/Kosovo: 133
Türkei/Turquie/Turchia: 127
Aach
Singen (Hohentw
Bielasingen
Worblinger


Chur
Taux/Quote/Tasso: 1.71%
Naturalisation ordinaire/
Ordentliche Einbürgerung/
Naturalizzazione ordinaria: 631
Italien/Italie/Italia: 95
Deutschland/Allemagne/Germania: 94
Sri Lanka/Sri Lanka/Sri Lanka: 88

Anhang 10

Beantwortung

der Motion 20190175 Ruth Tennenbaum und Titus Sprenger, Passerelle, Konsultative Abstimmung zur Westumfahrung der Autobahn A5

Die Motionäre formulieren zwei Forderungen betreffend den Westast der A5:

1. *Der Gemeinderat unterbreitet dem Stadtrat zeitnah nach dem Ende des Dialogs eine Vorlage für eine Konsultativabstimmung zur Umsetzung des Westastes der A5, sollte der Dialogprozess scheitern und kein Konsens erreicht werden.*
2. *Der Gemeinderat stellt sicher, dass der Vorstoss seine Gültigkeit behält, sollte sich mit der Revision der neuen Stadtordnung am jetzigen Artikel 9a etwas ändern.*

Der Gemeinderat nimmt zu den beiden Forderungen wie folgt Stellung:

1. Wie der Gemeinderat bereits in der Beantwortung der dringlichen überparteilichen Motion 20180413 Bohnenblust Peter, Wiederkehr Martin, Suter Daniel, Schneider Sandra, Hamdaoui Mohamed, Gugger Reto, Brunner Thomas / A5: Falls Konsultativabstimmung, dann zum richtigen Zeitpunkt mit der(n) richtigen Frage(n) und der dringlichen Motion 20180362, Ruth Tennenbaum, Fraktion Einfach libres!, «Konsultative Abstimmung zur Westumfahrung der Autobahn A5» ausführte, müsste vor einer Konsultativabstimmung geklärt sein, wie die für das Projekt verantwortlichen Stellen - insbesondere der Kanton und der Bund - mit dem Ergebnis umgehen würden. Nur dann würde eine Konsultativabstimmung wirklich Sinn machen, da diese rechtlich unverbindlich ist, aber politisch natürlich eine sehr starke Signalwirkung hätte, welche nicht ignoriert werden könnte und dürfte. An dieser Lagebeurteilung hat sich seither nichts verändert, so dass der Gemeinderat an seiner Position festhält. Er unterstreicht erneut, dass die Frage nach dem Sinn einer Konsultativabstimmung erst dann schlüssig beantwortet werden kann, wenn die Schlussergebnisse des laufenden Dialogprozesses auf dem Tisch liegen.
2. Die Ergebnisse der abgeschlossenen Vernehmlassung zur Totalrevision der Stadtordnung haben unmissverständlich aufgezeigt, dass eine Streichung von Art. 9a politisch keine Mehrheit findet. Vielmehr wird die unterbreitete Variante (Art. 17 gemäss Vernehmlassungsvorlage) bevorzugt, wonach, wie heute, die Stimmberechtigten sich in einer Konsultativabstimmung zu einem Geschäft im Zuständigkeitsbereich des Bundes oder des Kantons äussern können, wenn die Stadt Biel besonders betroffen ist. Neu würde jedoch präzisiert, dass das Abstimmungsergebnis für die Stellungnahme des zuständigen Organs zuhanden des Bundes oder des Kantons verbindlich ist. Damit wird Art. 9a der aktuellen Stadtordnung mit der erwähnten Präzisierung für die neue Stadtordnung übernommen, womit die Forderung der Motion gemäss Punkt 2 erfüllt ist.

Aus den dargelegten Gründen beantragt der Gemeinderat dem Stadtrat, die Motion 20190175 in ein Postulat umzuwandeln, Punkt 1 erheblich zu erklären und Punkt 2 als erfüllt abzuschreiben.

Biel, 11. September 2019

NAMENS DES GEMEINDERATES

Der Stadtpräsident: Der Vize-Stadtschreiber:

Erich Fehr Julien Steiner

Beilage: Motion 20190175

~~Überparteiliche~~ **Motion «Konsultative Abstimmung zur Westumfahrung der Autobahn A5»**

1. Der Gemeinderat unterbreitet dem Stadtrat zeitnah nach dem Ende des Dialogs eine Vorlage für eine Konsultativabstimmung zur Umsetzung des Westastes der A5 sollte der Dialogprozess scheitern und kein Konsens zur Umsetzung erreicht werden.

2. Der Gemeinderat stellt sicher, dass der Vorstoss seine Gültigkeit behält, sollte sich mit der Revision der neuen Stadtordnung am jetzigen Artikel 9a etwas ändern.

Begründung

Die Stadtordnung legt in Artikel 9a fest, dass konsultative Abstimmungen möglich sind über einen Gegenstand aus dem Zuständigkeitsbereich von Bund oder Kanton, wenn die Interessen der Stadt Biel besonders betroffen sind. Beim Ausführungsprojekt der Westumfahrung der A5 ist die Bieler Bevölkerung ausserordentlich von der Realisierung und den städtebaulichen Veränderungen betroffen.
Die Bieler Bevölkerung konnte sich bis heute nicht im Rahmen einer Abstimmung dazu äussern, aufgrund der Kompetenzen für Autobahnen, die beim Bund liegen. Der zunehmende Widerstand in der Bevölkerung zum Ausführungsprojekt hat nun dazu geführt, dass ein Dialogprozess der verschiedenen Interessengruppen aus Befürwortern und Gegner sowie den Gemeinden vom Kanton initiiert wurde. Der gestartete Dialogprozess wird voraussichtlich etwa ein Jahr dauern und hat insbesondere das Ziel, einen Konsens zu erreichen wie der Westast realisiert werden soll. Führt der Dialog zu keinem Konsens, soll eine Konsultativabstimmung durchgeführt und der Wille der Stimmbevölkerung abholt werden. Dazu unterbreitet der Gemeinderat dem Stadtrat eine Abstimmungsvorlage und Vorschläge betreffend Fragen.
Die neue Stadtordnung soll gemäss Planung per 1.1.2021 in Kraft treten. Sollte die Konsultativabstimmung im 2021 durchgeführt werden und der neue Verfassungsartikel zur Konsultativabstimmung eine andere Rechtsnorm erhalten als bisher, muss mit Übergangsbestimmungen sichergestellt werden, dass die Motion umgesetzt werden und die Abstimmung dazu stattfinden kann.

Biel, 16. Mai 2019

Erstunterzeichnende für die Fraktion Einfach Libres:

Ruth Tennenbaum (Passerelle)

Titus Sprenger (Passerelle)

~~Dana Augsburger-Brom~~ (SP)

Mitunterzeichnende:

Benedikt Loderer
Fraktion Grüne

Max Wiher
Fraktion GLP/PVL

Alfred Steinmann
Fraktion SP/Juso

Maurice Rebetez
Groupe PSR

Beatrice Helbling

Mohamed Hamdaoui (CVP)